

Réponse aux interpellations de Vert Ardent et du PTB

Objet : Toilettes publiques à Liège

En réponse à vos interpellations, le Collège vous informe qu'il partage avec vous l'insatisfaction par rapport à la situation existante en matière de toilettes publiques.

En effet, l'expérience des toilettes Decaux s'est révélée insatisfaisante. Les dégradations incessantes qu'ont subi ces infrastructures, la présence de toxicomanes s'y injectant des produits ont constitué des problèmes permanents et ont amené à abandonner le projet.

A l'analyse, il apparaît que pour offrir un service de qualité, il convient à tout le moins de mettre en place un service permanent de gardiennage et d'entretien.

Ainsi, l'idée évoquée de rendre accessible au public les toilettes existantes dans nos bâtiments peut apparaître bonne.

Dans la réalité c'est tout autre chose.

Nous sommes en effet tenus d'assurer la protection de notre personnel et celle du public se rendant dans nos établissements. Ainsi, à l'îlot Saint Georges ou à la Cité avant sa rénovation, notre personnel s'est retrouvé à de très nombreuses reprises en insécurité suite à l'utilisation des toilettes par des tiers. Les organisations représentatives des travailleurs, très légitimement, s'en sont émues. Des mesures ont été prises pour éviter ces problèmes.

Aussi, il nous apparaît qu'en matière d'infrastructures, la seule solution consiste en la création de toilettes publiques dans un bâtiment consacré à ce seul usage. Par ailleurs, il convient que ces infrastructures soient entretenues et gardiennées en permanence.

Diverses expériences dans d'autres villes ont été examinées. Il nous apparaît que la solution mise en œuvre à Lyon est la plus adéquate où quatre sites surveillés ont été mis en place. Leur accès est gratuit. Tous les autres dispositifs sur Lyon sont confrontés à des problèmes graves d'insécurité liés à la toxicomanie et à la prostitution.

Le cout d'un site est de +- 250.000 € pour l'équipement de l'infrastructure, auquel il faut ajouter les frais de fonctionnement à savoir le gardiennage et l'entretien, estimés à minimum 55.000 €.

Le Covid, les inondations, la crise financière affectant nos budgets sont autant de raisons qui ne nous ont pas encore permis de proposer des solutions concrètes.

Je peux vous dire que le Collège y travaille et elles devraient survenir bientôt. Nous travaillons aussi à la solution du problème, au moins en été, dans les parcs, j'ajoute à la réflexion la proposition vis-à-vis de l'Horeca telle qu'à Bruxelles et les toilettes sèches.